

# MPEP!

## Emploi

### SUPPRIMONS LE CHÔMAGE ET LA PRÉCARITÉ

Officiellement, déjà 10 % de la population active est au chômage fin 2011, mais si on ajoute à ce nombre les personnes qui survivent dans des emplois partiels, précaires, ou qui travaillent dans des conditions insupportables et se sentent utilisées uniquement comme variable d'ajustement, alors c'est la plus grande partie de la population qui est touchée, en France particulièrement.



### LE CHÔMAGE N'EST PAS UNE CATASTROPHE NATURELLE.

Pour que les travailleurs acceptent la baisse de leurs revenus afin de redresser les profits, il fallait sortir de la situation de quasi-plein emploi des années 60 et début 70.

Tout fut entrepris par les classes possédantes : la réorganisation des entreprises et de leur management, la soustraitance, l'affaiblissement des syndicats, l'attaque continue du droit du travail et de l'État social, le financement des entreprises par les marchés financiers, la désindustrialisation occidentale et les délocalisations dans les pays à bas coûts de main-d'oeuvre, au sein de l'U.E. avec les Pays de l'Est, en Asie ou en Afrique du Nord. Un chômage structurel massif découle de l'ensemble de ces mesures, ce qui a constitué le moyen le plus puissant pour faire baisser les salaires et la combativité des salariés.

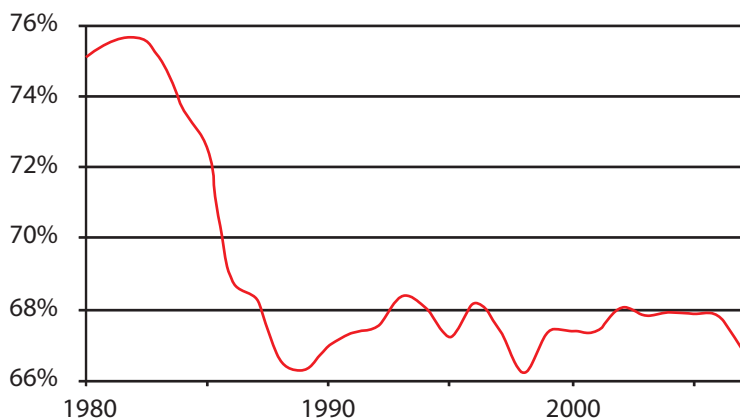
### CONCURRENCE ENTRE LES TRAVAILLEURS.

A travers le monde mais aussi à l'intérieur d'un même pays : immigrés contre autochtones, jeunes contre seniors, hommes contre femmes, fonctionnaires contre employés du privé, employés contre chômeurs...

Une offensive de culpabilisation est menée violemment pour que chacun se sente responsable de la misère qu'il subit : si le jeune n'a pas de travail c'est qu'il n'a pas réussi à l'école ou, au contraire, qu'il a trop de diplômes ou pas les bons. Sans doute, en tout cas, n'a-t-il pas su s'adapter au marché du travail.

### 65 000 JEUNES ACCOMPAGNÉS VERS QUOI ?

Évolution de la part de la rémunération des salariés et des salaires nets dans la Valeur Ajoutée des sociétés non financières en France, 1980-2007 (source INSEE)



Le PIB de la France s'élève à près de 1800 milliards d'euros, « donc il y a en gros 120 à 170 milliards d'euros\* qui ont ripé du travail vers le capital », calcule Jacky Fayolle, ancien directeur de l'institut de recherches économiques et sociales (IRES). Extrait du Monde diplomatique, janv. 2008 - F. Ruffin  
\* le chiffre actualisé en 2011 est de 200 milliards.

Les récentes "négociations" entreprises entre le gouvernement et les syndicats fournissent un exemple lamentable du manque de sérieux, du cynisme de nos responsables politiques autant que de certains syndicats.

Au lieu de s'attaquer au problème fondamental de l'emploi - des jeunes et des autres - des mesures d'accompagnement ont été proposées pour 65 000 jeunes que l'on va « aider » à vivre la précarité des petits boulots, des stages et des humiliations de toutes sortes. Quand on sait que, chaque année, 170 000 jeunes sortent du système scolaire sans qualification !

Quant aux plus âgés, ils sont pris sous l'injonction contradictoire et affolante de travailler plus longtemps s'ils veulent une retraite et, en même temps, de laisser la place aux jeunes.

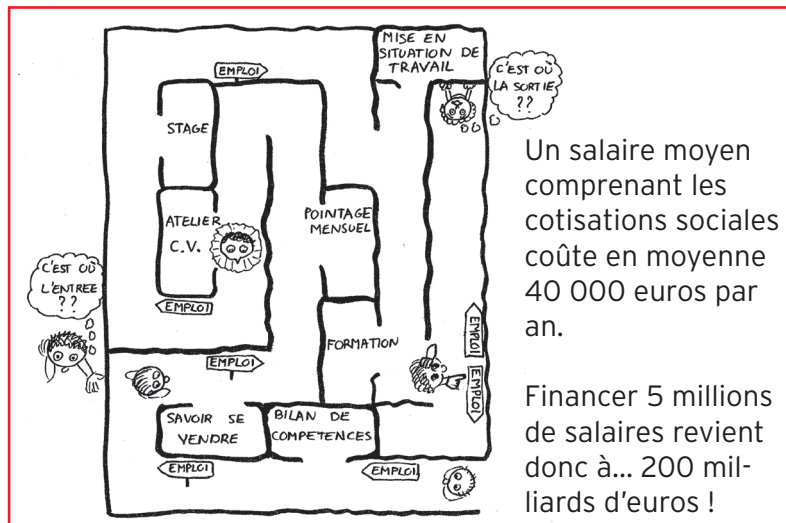
Cela fait plus de 30 ans que se multiplient les mesures d'accompagnement et les contrats aidés qui n'ont rien changé au fonctionnement structurel du chômage mais ont contribué seulement à conditionner une population pour servir les besoins fluctuants des entreprises et de l'économie. C'est une « armée de réserve » pour les employeurs devenus tout-puissants qui leur permet d'augmenter la pression sur ceux qui ont le privilège de travailler.

## UN TAUX DE CHÔMAGE AU SERVICE DU CAPITAL.

Comment ne pas se révolter quand on découvre que le chômage est entretenu volontairement, consciemment par l'oligarchie afin que son taux soit compatible avec l'absence d'inflation (qui privilégie la rente du capital) par le gel des salaires et la rigueur budgétaire qui asphyxie les services publics et les fait disparaître peu à peu ?

C'est la sinistre théorie du NAIUR (acronyme anglais pour «taux de chômage qui n'accélère pas l'inflation»), revendiquée depuis 30 ans par toutes les institutions économiques internationales et l'Union européenne. Le NAIUR est le taux de chômage en dessous duquel les salariés se retrouveraient en position d'imposer des hausses de salaires.

De savants calculs déterminent, pays par pays, le taux de chômage minimal à maintenir (en France, il est évalué à environ 9 %).



## CE QUE PROPOSE LE M'PEP

Rompre avec le système actuel et mettre en place, enfin, les conditions d'une vraie souveraineté populaire. La volonté politique doit s'imposer de nouveau, face à l'impérialisme des marchés financiers. Il faut remettre au premier plan ce droit fondamental inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 et repris par la Constitution de notre République : chacun-e a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi.

Pour mettre en oeuvre un droit opposable à l'emploi afin que nul ne soit privé de la possibilité de vivre décemment, il est incontournable de :

**Contrôler** les mouvements de capitaux.

**Démanteler** les marchés financiers.

**Protéger** et développer les services publics, véritables outils pour satisfaire les besoins essentiels des populations.

**Ré-industrialiser** le pays, développer les productions locales, instituer les possibilités réelles d'interventions des travailleurs dans les instances de décision des entreprises.

Il faut avoir le courage d'instaurer un protectionnisme universaliste afin que les échanges se réalisent par la coopération entre les Etats et ainsi ne nuisent pas aux emplois des pays concernés, de nous libérer des instruments de l'impérialisme mondial que sont le FMI et l'OMC et de leurs relais que sont l'Union européenne et la Banque centrale européenne.

## POUR UNE VÉRITABLE POLITIQUE DE GAUCHE

Nous devons participer d'une manière respectueuse des autres peuples et de l'environnement à la création des richesses humaines.

Nous voulons en venir enfin à une vraie société socialiste du XXIe siècle dans laquelle le travail sera réparti entre tous et la richesse équitablement partagée.

2012

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : ..... Prénom : .....

Date de naissance : .....

Adresse : .....

Ville : ..... Code postal : .....

E-mail : ..... Tél : .....

Homme  Femme  Profession : ..... Montant cotisation : .....

Date et signature

[Signature box]

Les personnes imposables bénéficient d'une réduction d'impôts égale à 66% des sommes versées dans un plafond de 20% du revenu du foyer fiscal. Les cotisations et les dons peuvent faire l'objet d'un prélèvement automatique (minimum 10 euros par mois). Pour les personnes non imposables ou à faibles ressources, le montant minimum de la cotisation annuelle est de 30 euros.

MODE D'EMPLOI DE L'ADHÉSION Adressez-nous votre bulletin d'adhésion accompagnée d'un chèque à l'ordre de : Association de financement du M'PEP (agrée par la CNCCFP) à l'adresse suivante : Association de financement du M'PEP - 12, rue de la gare - Kernével - 29140 - ROSPORDEN.

Retrouvez toutes les propositions sur [www.m-pep.org](http://www.m-pep.org)